Irlande

Philomena Tuite et David Brown

Table des matières

1.	FORÊTS NATIONALES ET FORESTERIE	247
1.1	Histoire des forêts irlandaises	247
1.1.1	Anciennes lois agraires et forestières	247
1.1.2	L'influence des Normands	247
1.1.3	Exploitation forestière 1500–1800	247
1.1.4	Premier boisement de propriétés, 1700–1800	248
1.1.5	L'Acte d'Union et l'"absentéisme"	248
1.1.6	La famine irlandaise, 1845–9	248
1.1.7	Le Mouvement en faveur d'une réforme agraire et sociale	248
1.1.8	Le transfert des terres et son impact sur la foresterie	248
1.2	Le développement de la foresterie irlandaise	248
1.2.1	Vers une politique forestière nationale	248
1.2.2	La croissance dans le secteur forestier privé	249
1.2.3	La foresterie irlandaise actuelle	249
1.3	Le cadre institutionnel de la foresterie en Irlande	250
2.	PARTICIPATION HISTORIQUE À LA FORESTERIE TROPICALE	250
2.1	Le commerce du bois tropical	250
2.2	La présence de missionnaires irlandais sous les Tropiques	250
3.	STRUCTURE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	250
3.1	Engagement vis-à-vis de l'aide au développement	250
3.2	Organisation du programme d'aide	250
3.2.1	Irish Aid	250
3.2.2	L'Agence pour le service personnel à l'étranger (APSO)	251
3.2.3	Autorité responsable du développement de l'enseignement supérieur (HEDCO)	252
3.3	Le personnel	252
3.4	Le secteur des ONG	252
3.4.1	Programme de cofinancement des ONG	253
3.5	Le secteur commercial privé	253
4.	STRATÉGIE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	253
4.1	Stratégie d'aide officielle	253
4.2	Stratégies des ONG	254
5.	RÉPARTITION RÉGIONALE ET THÉMATIQUE DES PROJETS DE FORESTERIE	255
5.1	Programme d'aide officielle, 1994	255
5.2	Répartition des projets des ONG	256
5.3	Cofinancement officiel d'ONG	256
6.	RECHERCHE ET FORMATION FORESTIÈRES	256
6.1	Recherche forestière	256
6.2	Enseignement supérieur et formation dans la foresterie	256
7.	LA GESTION DU CYCLE DE PROJET	257
8.	ÉTUDES DE PROJETS	257
8.1	Le programme d'Irish Aid en Tanzanie	257
8.1.1	Projet d'agroforesterie et d'utilisation des terres de Gairo (GALUP)	257
8.1.2	Plan d'action environnementale de Kilosa	258
8.1.3	Programme de conservation de la zone côtière de Tanga	258
8.2	Programme d'Irish Aid au Soudan	258
9.	CONCLUSION	259
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	259
	CONTACTS CLÉS	259
	SIGLES ET ACRONYMES	259
	REMERCIEMENTS	260

1. FORÊTS NATIONALES ET FORESTERIE

L'histoire de l'Irlande se reflète dans l'histoire de ses forêts. L'image rurale et idyllique qui caractérise la manière dont l'Irlande est généralement perçue est surprenante quand on sait que le pays est un des plus déboisés d'Europe et que ce déboisement a été, pour une part importante, un phénomène manifestement politique. L'Irlande, qui ne fut jamais une puissance coloniale, fut longtemps colonie d'une autre nation européenne (la Grande-Bretagne). Ce statut de dépendance et les injustices et les souffrances qui l'accompagnaient (en particulier la Grande famine des années 1845–9), ont eu une influence sur les attitudes irlandaises vis-à-vis de l'aide humanitaire. Ils ont favorisé la solidarité avec le monde en développement ressentie par beaucoup d'Irlandais, solidarité étayée par le long passé des missionnaires irlandais et le rôle éminent de l'Irlande dans les questions humanitaires et le maintien de la paix internationale.

1.1 Histoire des forêts irlandaises

Le folklore irlandais connaissait le pays sous le nom "*Fidh-Inis*", l'île boisée. Les vestiges de forêts anciennes retrouvés profondément enfouis dans les tourbières irlandaises témoignent de vastes forêts paisibles lors des premiers établissements humains. Les peuples du Mésolithique (6000 avant J-C) étaient des chasseurs et des cueilleurs qui se concentraient de manière saisonnière aux abords des forêts, sur les berges des lacs et sur les côtes. Dans les plaines, les forêts étaient dominées par les chênes, les frênes, les ormes, les ifs et de nombreux noisetiers. On trouvait des forêts de saules, de bouleaux et d'aulnes dans les lieux plus humides, et des pins plus en altitude.

Trois mille ans plus tard, les peuples agricoles du Néolithique arrivèrent des régions septentrionales. Ces cultivateurs et ces pasteurs eurent vite fait de défricher la terre pour la labourer (avoine principalement) et y faire paître leur bétail. Les espèces de bois de feu les plus courantes étaient le noisetier, le frêne, l'aubépine et le houx. Les noisettes jouaient un rôle important dans l'alimentation de l'homme et les coudraies servaient de prairies complantées (Rackham, 1986).

Le développement des tourbières fut autrefois le plus important facteur de changement dans la forêt irlandaise. Quand elles commencèrent à se développer, il y a environ 5000 ans, les espèces dominantes changèrent. De vastes zones forestières comprenant des chênes, des bouleaux, des frênes, des aulnes, des ifs et des pins furent colonisées par les tourbières. Le noisetier se répandit et certaines espèces autrefois nombreuses comme l'orme et le pin écossais déclinèrent rapidement sous l'influence humaine.

1.1.1 Anciennes lois agraires et forestières

Les lois de Brehon, qui remontent au 7^e siècle, sont les plus anciennes lois agraires connues en Irlande. En vertu de ces lois, il n'existait pas de concept de propriété privée ou de transfert des terres. Le concept dominant était celui d'utilisation des terres, et le droit d'usage s'accompagnait de certaines obligations. Des peines pouvaient être imposées pour mauvaise gestion des arbres, et les lois de Brehon comportaient des listes et classifications

d'arbres. Les anciens peuples celtes considéraient les forêts comme patrimoine commun aux membres d'une tribu. Il est possible qu'il y ait eu des systèmes de gestion de certaines espèces comme les taillis de noisetiers (pour la fabrication du torchis) et les bois de noisetiers et d'ormes où paissait le bétail.

1.1.2 L'influence des Normands

Les envahisseurs nordiques (du 8^e au 11^e siècle) et par la suite les Normands et les Anglo-Normands (à partir de 1169) abandonnèrent les lois traditionnelles régissant les terres et le bois et introduisirent les concepts de propriété et de dépossession de la terre. Location et sous-location des terres commencèrent. Les Normands contribuèrent considérablement au déclin de la forêt, procédant à un déboisement à grande échelle à partir de 1200, notamment dans les régions les plus fertiles (O'Carroll, 1987). Le déboisement pour installer des pâturages occupés toute l'année se généralisa et l'abattage pour le bois de feu et de construction mit à lourde contribution les forêts. Un commerce d'exportation de chêne irlandais naquit à la fin du 14^e siècle et se poursuivit pendant plus de 300 ans (McCracken, 1977).

1.1.3 Exploitation forestière 1500–1800

La dynastie anglaise des Tudor (1485–1603) adopta en Irlande une politique de conquête, confisquant les terres irlandaises et les transférant à des colons anglais. Les forêts d'Irlande servirent de refuge aux armées irlandaise et Tudor. À la fin du 16^e siècle, la reine Elizabeth I d'Angleterre ordonna la destruction des forêts et des terres boisées irlandaises, ce qui dynamisa les chantiers navals anglais.

Au début du 17^e siècle, 12,5 % du pays était boisé. Deux cents ans plus tard, la couverture forestière représentait moins de 2 % (McCracken, 1977). Le déboisement avait trois causes principales. Le premier facteur était l'importance de la demande nationale en matière de bois, de produits ligneux, de terres arables fertiles et de pâturages, tandis que de nouveaux habitants arrivaient d'Angleterre et d'Écosse et que de nouveaux villages et villes faisaient leur apparition. Le deuxième facteur était le commerce toujours plus important de bois irlandais, notamment du chêne. Enfin, le développement industriel était gros consommateur de bois. À partir du 16^e siècle, les industries comme les fonderies et les verreries utilisaient énormément de charbon de bois. Pour fabriquer une tonne de fer, il fallait 2,5 tonnes de charbon de bois, soit environ un demi hectare de taillis de chêne de cinq ans (Neeson, 1991). La croissance industrielle en Grande-Bretagne et en Europe créa également une demande au niveau d'autres produits d'exportation dont beaucoup étaient tributaires du bois ou de produits ligneux (tonneaux pour le transport, écorce pour le tannage des peaux, etc.).

Au fur et à mesure que les forêts irlandaises déclinaient, les importations de bois augmentaient. À la fin du 18^e siècle, la quasi totalité des besoins du pays en bois tendre étaient couverts par la Norvège et la Russie (à cette époque, l'Irlande n'avait pas de bois tendre), et à partir du milieu du 18^e siècle, le pays importait aussi de grandes quantités de frêne, de bouleau et de chêne d'Angleterre, et de l'acajou et de l'ébène d'Amérique centrale et d'Afrique de l'Ouest.

1.1.4 Premier boisement de propriétés, 1700–1800

Fondée en 1731, la Dublin Society (qui devint la Royal Dublin Society) introduisit en 1741 un programme de primes pour premier boisement qui se poursuivit pendant quarante ans. Ses bénéficiaires étaient surtout de gros propriétaires terriens qui, forts de leur nouvelle sécurité et droits de propriété, commencèrent à investir dans la mise en valeur de leurs terres (Neeson, 1991). Des primes furent créées en 1765 pour la plantation de chênes, de frênes, d'aulnes et de pins, et en 1783, ces primes furent étendues aux plantations closes de non moins de 10 acres, comportant 2000 arbres ou plus par acre. Les deux décennies suivantes virent l'introduction d'autres programmes de plantation. Durant la période 1766–1806, on estime que 25 millions d'arbres furent plantés, en grande partie grâce aux efforts de la Dublin Society.

1.1.5 L'Acte d'Union et l'absentéisme

L'Acte d'Union de 1800 signa la création du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Londres remplaçant Dublin en tant que capitale de l'Irlande, on assista à une montée du phénomène très irlandais du "propriétaire absent". Les loyers augmentèrent pour soutenir les modes de vie dispendieux des propriétaires et des années très dures s'ensuivirent pour les fermiers irlandais, années caractérisées par les expropriations, l'insécurité et la pénurie alimentaire (O'Brien, 1977). Le mouvement d'indépendance prit de l'ampleur dans les campagnes, alimenté par l'insécurité des fermiers et les expropriations.

C'est à cette époque que les attitudes vis-à-vis des essences commencèrent à se modifier. Le conifère, à croissance rapide et à entretien bon marché, suscita un intérêt croissant comme alternative au chêne, tandis que les navires en fer commençaient à remplacer les navires traditionnels en chêne. Cette période marqua un grand tournant non seulement pour le chêne mais également pour la nature des terres boisées d'Irlande. Le déclin du chêne stimula une approche toute nouvelle du paysage dépouillé. L'intérêt scientifique se tourna vers les espèces exotiques comme le Douglas et l'épicéa Sitka venus des Amériques, qui s'accommodaient sans peine de difficiles sols acides. Les projets furent cependant remis à plus tard, les conditions sociales et climatiques des années 1840 débouchant sur une épidémie nationale de maladie de la pomme de terre suivie de cinq années de grandes privations et souffrances.

1.1.6 La famine irlandaise, 1845–9

Lors de la Grande famine, près d'un million de gens moururent de faim ou de maladies et c'est là que 2 millions d'Irlandais commencèrent à émigrer, principalement au Canada et aux États-Unis (Kee, 1981). À court terme, le déclin de la population, qui passa de 8 millions en 1841 à 6 millions en 1851, changea la structure nationale de la population et réduisit considérablement le nombre de fermiers tributaires d'une agriculture de subsistance.

1.1.7 Le Mouvement en faveur d'une réforme agraire et sociale

Un mouvement national irlandais organisé se créa en

1793. Les Irlandais percevaient souvent les arbres comme un signe tangible de dépossession de la terre. Des décennies de persécution contribuèrent à faire naître un intérêt marqué pour la terre et les droits fonciers chez la majeure partie de la population irlandaise qui occupait le plus souvent des fermes sans bail assuré.

Les années de famine stimulèrent la solidarité politique nationale et aboutirent en fin de compte à un meilleur accès au soutien financier extérieur de la part de la communauté des émigrés. Le mouvement d'agitation pour les réformes agraires prit de l'ampleur à partir de 1879 et des sociétés secrètes agraires se transformèrent en une Land League efficace et organisée. Les Actes agraires de 1881 et 1885 répondirent à certaines attentes de la Land League en donnant aux fermiers des loyers plus équitables, des baux et la vente libre, accompagnés de compensations pour les améliorations de la terre faites durant leur période de location. Des transferts considérables de propriété suivirent le Land Purchase Act de 1903. Cette loi obligeait les propriétaires à vendre à leurs fermiers si 75 % d'entre eux souhaitaient acheter, et l'État leur ouvrit des crédits pour l'achat. De 1903 à 1920, 9 millions d'hectares changèrent de main. Dès 1917, une véritable classe de cultivateurs irlandais faisait son apparition et deux tiers des cultivateurs étaient propriétaires de leurs terres.

1.1.8 Le transfert des terres et son impact sur la foresterie

Si l'Acte de 1903 fut le bienvenu en termes de réformes agraires et sociales, ses effets sur la foresterie furent cependant moins positifs. La nouvelle législation ne permettait pas aux propriétaires terriens de conserver la propriété des arbres de toute terre qu'ils étaient obligés de vendre. Bien qu'un programme de conservation des terres boisées ait été introduit, celui-ci manquait de fonds. Les propriétaires, se rendant compte qu'ils avaient peu de chances d'être indemnisés correctement, abattirent des hectares de forêts privées et vendirent le bois aux scieries. De fait, les propriétaires vendirent donc leurs forêts comme terre purement agricole.

Les anciens fermiers devenus propriétaires n'étaient guère plus enclins à préserver leurs arbres. Nombre d'entre eux avaient besoin des revenus et du rendement rapide de leurs cultures annuelles. Près des trois quarts des scieries qui existaient en 1907 s'étaient ouvertes à la suite des Land Acts de 1881 et 1903.

1.2 Le développement de la foresterie irlandaise

1.2.1 Vers une politique forestière nationale

1907 vit la mise en place d'un Comité départemental de foresterie, dont le rapport, en 1908, jeta les bases d'une politique forestière irlandaise. En Irlande, la zone boisée était estimée à environ 1,5 % de la superficie totale du pays et ce chiffre était en déclin, 400 acres seulement étant plantés annuellement. La principale préoccupation du Comité était le fait que lorsqu'une terre passait à un fermier, elle était irrémédiablement perdue pour le boisement. Il conseilla fortement que le gouvernement prenne la responsabilité de l'acquisition de terres pour le développement de la foresterie. Le rapport de 1908 envisageait des rôles pour l'État et pour les propriétaires

privés dans le développement de la foresterie. Des liens se nouèrent avec l'Allemagne et la France, pays montrant un fort intérêt pour la foresterie scientifique.

Suite à la création de l'État libre d'Irlande en 1921, la foresterie fut confiée au Département des terres et de l'agriculture. Un modeste programme gouvernemental de premier boisement fut entrepris, dont les plantations passèrent de 200 ha en 1922 à 1.600 ha en 1933. Les forêts privées restaient cependant mal entretenues, et l'avenir du commerce d'exportation du bois sur le marché britannique étant incertain, de nombreuses forêts redevinrent pâturages. Le nouveau gouvernement considéra le boisement comme une priorité et encouragea un programme de reboisement. Les terres susceptibles d'être reboisées étaient surtout des terres agricoles à rendement marginal. Les principales espèces plantées durant les premières années de l'État libre étaient le pin écossais, le mélèze européen et l'épicéa de Norvège. Le Forestry Act de 1928 chercha à limiter l'abattage sur terrain privé et une subvention de plantation fut introduite.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, la demande pour le bois de feu augmenta à cause des restrictions frappant les importations de charbon. Malgré les retards dans l'obtention de semences en provenance d'Amérique du Nord, 2.000 ha furent plantés chaque année pendant toute la durée de la guerre. Dès 1948, la stratégie à long terme du gouvernement incluait une cible de 10.000 ha plantés sur une période de 40 ans, de manière à assurer les stocks de bois tendres du pays. L'amélioration des techniques de labourage en profondeur permirent de commencer le boisement des tourbières de l'ouest du pays au début des années 1950. Les deux espèces, le pin Lodgepole et l'épicéa Sitka, qui furent plantées sur ces tourbières eurent une croissance rapide et importante. Vers 1959–60, la cible de boisement annuel fut atteinte.

À partir de la fin des années 1950, les facteurs économiques intervinrent fortement dans la politique forestière irlandaise. Le besoin d'efficacité fut souligné dans le Programme quinquennal d'expansion économique de 1958. L'objectif était maintenant le rendement maximum (et non la production de bois maximum). Les terres forestières de l'État augmentèrent considérablement à partir de 1950. Par contre, les activités forestières privées des petits cultivateurs étaient négligeables. Dans les années 1970, l'industrie forestière fut très touchée par la crise du pétrole et la chute des prix, qui s'accompagna d'une hausse des coûts de production, provoqua une récession de l'industrie. En 1973, l'Irlande entra dans la Communauté économique européenne. Le prix des terres monta en flèche et ceci eut un impact sur l'acquisition de terrains pour la foresterie.

1.2.2 La croissance dans le secteur forestier privé

À l'entrée de l'Irlande dans la Communauté européenne en 1973, la zone forestière totale appartenant à des propriétaires privés était de 81.963 ha (Purcell, 1979). Dès 1994, le chiffre était passé à 127.000 ha, soit 24 % de la couverture forestière totale (COFORD, 1994). Un des grands facteurs contribuant à cette expansion était le changement intervenu dans l'agriculture "traditionnelle". Excédents, coûts élevés de soutien du marché et déclin de la demande mondiale étaient autant d'éléments qui indiquaient de médiocres perspectives pour les

produits agricoles traditionnels et encourageaient l'exode rural. L'Irlande bénéficia des fonds structurels disponibles pour les régions les moins développées de la Communauté européenne. La diversification s'implanta en tant que stratégie de développement rural et l'importance de la foresterie dans la création d'une richesse rurale fut reconnue dans les plans de développement irlandais (FOP, 1994).

Au niveau des exploitations agricoles, l'incitation majeure à la plantation d'arbres fut fournie sous forme de revenu régulier garanti à court terme, et non pas par la perspective de futurs rendements élevés. Le premier programme ayant bénéficié de l'aide de la CE, le Western Package Scheme, ne rencontra pas un grand succès : il ne couvrait que les coûts d'établissement et près de la moitié des bénéficiaires furent des sociétés d'investissement et non des agriculteurs. Pourtant, les plantations privées augmentèrent considérablement avec l'introduction de subventions plus élevées et d'une allocation compensatoire en 1987. Par ailleurs, trois nouveaux programmes élargissaient les catégories éligibles et les zones couvertes, et garantissaient des revenus des plantations pendant 15 ou 20 ans maximum. D'autres programmes furent introduits au début des années 1990. Ils comportaient notamment des subventions pour la reconstitution et l'amélioration des zones boisées, une assistance aux coopératives et un programme de partenariat selon lequel le cultivateur reste propriétaire de ses terres mais celles-ci sont plantées par le Conseil national de la foresterie, Coillte. Les revenus dérivés de tous ces programmes ne sont pas imposés.

L'investissement global dans la foresterie privée depuis 1982 représente 80 millions de £IR (dont 56 millions de £IR provenaient de l'aide financière de la Communauté européenne). Dans les dix années ayant précédé 1993, la surface de plantations privées était de 110.820 ha, dont 44 % étaient couverts par des programmes de la CE et du gouvernement irlandais. Les sociétés d'investissement dominaient le programme de plantation durant la période 1982–8, mais elles ont progressivement laissé la place à des exploitants privés, et en 1993, 75 % de toutes les plantations appartenaient à cette dernière catégorie. Depuis dix ans, les coopératives jouent un rôle croissant. C'est un fait nouveau car contrairement à beaucoup d'autres pays européens, l'Irlande n'a jamais eu de foresterie coopérative.

1.2.3 La foresterie irlandaise actuelle

De nos jours, le secteur forestier comprend un secteur public et privé en expansion, avec une couverture forestière qui représente au total 570.000 ha, soit 8 % de la superficie de l'Irlande. Le chiffre est huit fois plus important qu'au début du siècle, mais l'Irlande reste le pays le moins forestier de l'Union européenne. Coillte est propriétaire de 390.000 ha (68 %) et les 180.000 ha restants appartiennent à des propriétaires privés. L'Irlande est le deuxième pays européen après la Grèce à posséder une telle proportion de forêts publiques. Elle possède également le plus haut taux d'Europe de boisement par habitant, les plantations annuelles excédant 20.000 ha. Depuis quelques années, plus de 60 % des boisements ont eu lieu dans le secteur privé, les plantations effectuées par les agriculteurs représentant 85 % de ces boisements.

La capacité et la technologie des scieries se sont

développées progressivement depuis dix ans. La production totale de bois se situe actuellement à 2,4 millions de m³ par an. D'ici dix ans, l'industrie du traitement du bois devrait être une des plus importantes industries irlandaises.

1.3 Le cadre institutionnel de la foresterie en Irlande

La responsabilité du développement de la foresterie incombe désormais au Service forestier irlandais, qui dépend du Département de la Marine et des Ressources naturelles. Le Département est notamment chargé de la stratégie forestière nationale, du développement de la foresterie publique et privée, de la protection des forêts, du soutien à la recherche forestière, de la foresterie à usages multiples et des relations avec la Commission européenne. Le Service forestier est l'autorité irlandaise chargée des forêts et c'est le principal organisme du Département s'occupant des conventions et accords forestiers internationaux. Il s'occupe des relations avec l'Organisation internationale des bois tropicaux et représente le gouvernement au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts de la Commission du développement durable des Nations unies.

2. PARTICIPATION HISTORIQUE À LA FORESTERIE TROPICALE

2.1 Le commerce du bois tropical

N'ayant jamais été une puissance coloniale ou une grande nation commerçante, l'Irlande n'a guère participé autrefois à la foresterie tropicale, exception faite de l'importation de bois. Les importations de bois tropicaux durs se montaient à 70.000 tonnes en 1994, d'une valeur de 37 millions de livres, et provenaient principalement du Ghana et de Côte d'Ivoire.

2.2 La présence de missionnaires irlandais sous les Tropiques

La puissance des organisations de missionnaires irlandais (surtout catholiques mais pas exclusivement) est depuis longtemps une caractéristique de la vie socio-culturelle irlandaise et ce sont elles principalement qui ont permis à l'Irlande de s'investir dans les pays en développement. La présence des missionnaires irlandais a servi de point d'entrée pour les organisations irlandaises bilatérales et non gouvernementales et elle explique le profil géographique d'une bonne part de l'aide officielle et non gouvernementale irlandaise (voir la section 3).

Si l'éducation et la santé ont été des secteurs clés de l'œuvre de développement des missionnaires, la foresterie, l'agroforesterie et l'agriculture ont également figuré au nombre de leurs réalisations. C'est notamment le cas en Afrique (dans des pays comme le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, le Zimbabwe et le Ghana). En Afrique du Sud, le travail de missionnaires épaulés par des ONG dans le secteur de la foresterie tropicale (au Brésil, au Chili et au Paraguay) représente le principal financement du gouvernement irlandais à ce secteur sur le continent (voir la section 4.2).

3. STRUCTURE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

3.1 Engagement vis-à-vis de l'aide au développement

Jusqu'aux années 1990, l'aide officielle au développement irlandaise était modeste et en déclin : le rapport aide/PNB passa de 0,28 % en 1986 à 0,16 % en 1991 et 1992. Près des deux tiers du programme d'aide étaient consacrés aux contributions aux organismes multilatéraux comme la Banque mondiale et la Communauté européenne. L'arrivée d'un gouvernement de coalition en 1993, et les pressions exercées par le partenaire junior, le parti travailliste, qui demandait un accroissement des dépenses sociales, débouchèrent sur la promesse de faire passer l'aide Irlandaise à 0,2 % du PNB cette année là et de l'augmenter ensuite de 0,05 %, afin de parvenir progressivement à la cible des Nations unies de 0,7 % du PNB ("Programme pour un gouvernement de partenariat", 1993-7). Par conséquent, le programme bilatéral a augmenté régulièrement (de 60 % par an).

Pourtant, en termes absolus, l'aide officielle au développement irlandaise reste modeste. En 1995, les dépenses de l'aide bilatérale et multilatérale totalisaient seulement 106 millions de livres irlandaises, soit 0,29 % du PNB. Le soutien programme (budgétaire) aux pays partenaires n'est pas prévu. L'aide irlandaise prend la forme de subventions et elle n'est pas liée à la procuration de biens et de services venant d'Irlande (OCDE, 1995).

Dépenses d'aide au développement pour 1993 et 1994, ventilées par secteurs, sont indiquées au tableau 1.

3.2 Organisation du programme d'aide

3.2.1 Irish Aid¹

Irish Aid est le nom du service officiel de développement du gouvernement irlandais. Irish Aid est géré par la Division de coopération au développement (DCD) du Département des Affaires étrangères (DAE), à la tête duquel se trouve un sous-secrétaire d'État responsable de la coopération au développement étrangère. La DCD comporte trois sections, "Bilatérale I". "Bilatérale II" et "Aide multilatérale", avec un conseiller à la tête de chacune d'elles.

La section de l'aide bilatérale comporte quatre Premiers secrétaires – qui sont des Responsables de bureaux géographiques – dont chacun s'occupe d'un groupe de pays. Les quatre groupes sont les suivants :

- Lesotho, Mozambique et Afrique du Sud
- Soudan, Éthiopie et Ouganda
- Tanzanie, Zambie et Zimbabwe
- Autres pays partenaires dont le Cambodge, le Rwanda, la Somalie et l'ex-Yougoslavie.

Il y a sept "pays prioritaires" : l'Éthiopie, le Lesotho, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et (depuis 1996) le Mozambique.

Les questions concernant les urgences et le cofinancement d'ONG sont traitées par le Responsable de bureau

1. Suite au changement de gouvernement en 1997, le programme d'Irish Aid est en voie de réorganisation. Le paragraphe qui suit tient compte des changements intervenus jusqu'en juillet 1997, mais d'autres changements devraient intervenir en cours d'année.

géographique concerné. La Division possède une unité d'évaluation et d'audit, dont le personnel comprenait autrefois un Conseiller du développement rural et des ressources naturelles dont les responsabilités couvraient la foresterie tropicale. Toutefois, ce responsable fut muté en 1996 et ne fut pas remplacé. Les Bureaux de coopération au développement (DCO) situés dans les pays prioritaires sont pourvus d'un Premier Secrétaire et d'un personnel national. Les responsables de programme se chargent du soutien dans le pays au niveau de chaque DCO.

La section d'aide multilatérale de Dublin comprend deux Premiers Secrétaires, chargés respectivement des questions concernant l'Union européenne et les Nations unies.

Le financement d'Irish Aid provient de deux sources : un "Fonds central", relevant du Département des finances, qui couvre le budget de l'UE et la Banque mondiale ; et les "Votes départementaux". Le Vote pour la Coopération internationale est administré par le DFA et inclut les contributions au Fonds européen de développement (FED), au Budget général des Nations unies, au Fonds d'aide bilatérale, au Programme de bénévoles irlandais – l'Agence pour le service personnel à l'étranger (APSO) – à d'autres organisations de développement et les secours d'urgence. Le Vote pour l'Agriculture inclut les contributions irlandaises aux quotas de l'UE pour la Convention de l'aide alimentaire, au Programme alimentaire mondial et à la FAO. De nombreuses contributions aux organisations internationales sont obligatoires, exception faite des Votes pour l'Agriculture, les Finances et les Affaires étrangères.

Un Comité inter-départemental (IDC) coordonne les initiatives d'aide des divers départements et comporte des représentants du ministères des Finances et du Département des Affaires étrangères.

Le *Comité consultatif d'Irish Aid* (IAAC) fut créé par le Département des Affaires étrangères en 1993. Il s'agit d'un organisme indépendant chargé de conseiller le gouvernement sur les questions de politique, de stratégie et d'efficacité de l'aide. Il fait également effectuer des études sur des questions touchant au programme d'aide et, le cas échéant, organise la publication des résultats. Il n'y a actuellement pas de professionnel de la foresterie dans ce comité, bien qu'il y ait des membres des ONG ayant l'expérience du travail de développement de la foresterie.

L'IAAC lance des projets sur des questions intéressant tout particulièrement l'aide irlandaise. Chaque projet est dirigé par un Comité directeur comprenant des membres de l'IAAC et des personnes extérieures possédant une expérience appropriée. Un rapport est soumis par chaque Comité directeur et souvent présenté pour être discuté lors d'une réunion publique avant d'être envoyé au Ministère accompagné de l'opinion du Comité. Chaque année, l'IAAC organise un Forum national sur un sujet d'aide au développement d'actualité, qui constitue une occasion de dialogue et d'échange pour le gouvernement et le secteur des ONG.

3.2.2 L'Agence pour le service personnel à l'étranger (APSO)

L'APSO est un organisme gouvernemental qui fut créé en 1973 et dont la première mission est le transfert de

Tableau 1 : Répartition de l'aide irlandaise, 1993–4 (m€IR)

	1993	1994
A. Administration	1,1	1,4
B. Union européenne	17,9	25,1
dont :		
Budget de l'UE (Coopération au développement)	10,9	17,2
Fonds européen de développement	7,0	7,9
C. Nations unies et Banque mondiale	8,9	10,6
D. Aide bilatérale	26,8	38,1
dont :		
Programme d'aide bilatérale APSO	16,8	24,7
Aide humanitaire d'urgence Réfugiés	4,7 4,5 0,8	7,0 5,8 0,6
Total :		
<i>Total en % du PNB</i>	54,7	75,2
	0,20	0,24
	[PNB : 27,5 milliards de €IR]	[PNB : 30,95 milliards de €IR]

(Source : Irish Aid, 1994)

compétences vers les pays en développement par des Irlandais qualifiés, qui partent généralement pour des missions de deux ans. L'organisme possède également d'autres fonctions, dont le cofinancement du personnel Irlandais travaillant à l'étranger pour d'autres organismes (notamment les ONG irlandaises et internationales); la formation du personnel; le maintien d'un centre de ressources apte à soutenir les travailleurs et les organisations de développement, y compris consultants, étudiants étrangers, etc ; et bourses d'enseignement pour les volontaires qui rentrent. Il joue également le rôle de responsable irlandais pour le Programme des volontaires des Nations unies (UNV) et pour les Volontaires européens pour le développement (EVD).

En 1995, l'APSO a procédé à 1.226 placements de volontaires à l'étranger, dont 43 dans l'agriculture et la foresterie. La presque totalité du personnel d'Irish Aid ou des ONG travaillant sur des projets de foresterie a suivi une formation APSO. Le financement de recherches de l'enseignement supérieur comportait notamment une étude des agro-écosystèmes pastoraux au Kenya (1985) et de l'écologie des terres boisées des Miombos en Tanzanie (1989).

En collaboration avec le Département de la science des cultures, de l'horticulture et de la foresterie du Collège universitaire de Dublin (UCD), l'APSO a pris la tête de deux initiatives dans le domaine de la foresterie tropicale ces dernières années. En 1990, elle a organisé et financé un voyage d'étude de projets de foresterie au Lesotho et au Zimbabwe pour les étudiants en dernière année de licence à l'UCD. Et en 1993, elle a facilité une visite d'étude organisée par l'UCD au Conseil international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) au Kenya.

3.2.3 Autorité responsable du développement de l'enseignement supérieur (HEDCO)

L'HEDCO fut fondée à la fin des années 1970, dans le cadre de collèges et d'universités de troisième cycle afin de coordonner leur rôle dans la coopération au développement à l'étranger. Elle a participé à la coordination d'un certain nombre de projets multilatéraux et a géré quelques projets cofinancés pour le compte de la Banque mondiale et de son Institut de développement économique. De plus, elle administre un certain nombre de projets pour le programme bilatéral et perçoit des honoraires à ce titre. Elle a un rôle de conseil au niveau du placement d'étudiants étrangers dans les collèges irlandais de troisième cycle. En 1994, par exemple, deux étudiants étrangers venus du Lesotho et d'Éthiopie poursuivaient leurs études de foresterie à l'UCD en vue d'obtenir leur maîtrise, dans le cadre du Programme de bourses universitaires bilatéral. Huit autres étudiants suivaient des cours similaires dans d'autres domaines du développement rural.

L'HEDCO œuvre également pour le développement de l'éducation en Irlande.

Division de coopération au développement des organismes d'État (DEVCO)

Cette division fut créée en 1975, dans le but de promouvoir l'aide dans les domaines correspondant au "Fonds d'expertise et de compétences" irlandais. L'expertise irlandaise souffre d'un taux très faible de participation à la gestion des programmes bilatéraux (2 % à 7 % seulement). La stratégie de la DEVCO consiste à privilégier le développement à long terme et les secteurs dont le potentiel est sous-utilisé. Cette dernière catégorie inclut la foresterie. Deux nouvelles unités commerciales ont été mises en place, dont l'une assure la promotion de l'exportation de services par les secteurs forestier et agricole.

3.3 Le personnel

Depuis 1996, il n'y a pas au niveau du siège de professionnel responsable de la gestion des ressources naturelles et de la foresterie. L'affectation de spécialistes du développement rural (par opposition à des diplomates de carrière) en tant que Responsables de programme dans certains des Bureaux de coopération au développement (DCO) des pays prioritaires est une initiative relativement nouvelle, qui traduit la volonté du gouvernement de rendre plus professionnelle la fourniture de l'aide sur le terrain (voir la section 4.1, en ce qui concerne le cas de l'Éthiopie).

3.4 Le secteur des ONG

Le secteur des ONG est depuis longtemps un canal important pour la gestion de l'aide officielle irlandaise et des fonds de l'UE pour la foresterie tropicale et les domaines associés. En termes globaux, les dépenses des ONG sont supérieures à celles du Programme d'aide bilatérale (BAP). En 1990, elles représentaient près du double du BAP, à 25 millions de £IR. La moitié environ de cette somme vient de cofinancements par l'UE, de bailleurs de fonds bilatéraux et d'autres organismes internationaux, et le reste de dons privés. Environ 60 % des dépenses sont représentées par deux ONG, Concern et *Trocaire* (qui signifie "pitié" en gaélique). Parmi les

principales ONG irlandaises, il convient de citer *Gorta* ("faim" ou "besoin"), Goal, Self-Help Development International (SHDI) et Irish Foundation for Cooperative Development (IFCD). Les ONG irlandaises sont regroupées en confédération, la DOCHAS (anciennement CONGOOD).

Géographiquement, on trouve des programmes d'ONG irlandaises en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Au niveau régional, la zone prioritaire est l'Afrique sub-saharienne bien que depuis quelques années, l'Asie du Sud-Est bénéficie d'un soutien de plus en plus important, notamment le Cambodge, le Laos et le Bangladesh, de la part de Concern et de Trocaire.

Voici un bref aperçu des principales ONG irlandaises : **CONCERN** (officiellement, "CONCERN-Worldwide") est une "organisation bénévole non gouvernementale qui se consacre au secours, à l'assistance et au progrès des peuples dans le besoin dans les zones moins développées du monde. Elle cherche à se concentrer sur les peuples les plus pauvres des pays dans lesquels elle est présente et s'efforce également de faire participer plus pleinement les peuples des pays bailleurs de fonds et bénéficiaires à la lutte pratique contre la pauvreté et l'injustice dans le monde". Sa création remonte à la guerre civile au Nigéria (1966-70), lorsque les Missionnaires du Saint Esprit travaillant au Biafra demandèrent de l'aide. Depuis, cette organisation s'est taillé une réputation internationale pour sa rapidité de réaction et son professionnalisme dans le domaine de l'urgence et des secours.

Trocaire, l'agence catholique pour le développement mondial, fut créée par les Evêques d'Irlande en 1973 afin "d'exprimer les préoccupations de l'Église irlandaise face aux besoins et problèmes des pays en développement, et à la question de justice dans ce domaine". L'organisation a deux grands objectifs : "aider les nécessiteux des pays en développement et sensibiliser les Irlandais à leurs besoins et à notre devoir de justice vis-à-vis d'eux". Ses travaux s'inspirent des principales valeurs de la doctrine sociale chrétienne : "respect de la dignité humaine ; lutte contre l'injustice et la pauvreté ; promotion active de l'équité et de l'égalité . . . ; participation de tous à l'œuvre de justice et de développement ; . . . justice à la base de toutes les actions" (Trocaire, 1993). Bien que privilégiant le développement à long terme, Trocaire a joué un rôle majeur dans les crises humanitaires de pays comme la Somalie et le Rwanda. Exception faite des interventions d'urgence, Trocaire n'est pas une ONG opérationnelle mais elle travaille en collaboration avec des partenaires étrangers (qui sont généralement d'autres ONG ou groupes communautaires) ; en cas d'urgence, elle travaille également avec les gouvernements d'accueil. Elle participe aussi à l'éducation du public et fait pression en Irlande pour les questions touchant au développement.

Self-Help Development International (SHDI) s'est créée en 1984 suite à la famine éthiopienne, et les secours et la prévention des famines étaient donc au centre de ces objectifs premiers. Son conseil de direction comprend des représentants de l'Association des cultivateurs irlandais, de l'Association irlandaise des femmes de la campagne, de *Macra na Feirme* (organisation de jeunes agriculteurs), de *Teagasc* (le service de conseils agricoles) et d'autres associations et groupes ruraux importants. L'organisation a pour objectif global l'auto-suffisance grâce au développement. Son approche consiste notamment à mettre en place une coopération tripartite entre

la communauté agricole locale du pays hôte, les autorités agricoles concernées et le personnel de l'organisation (tous ressortissants du pays hôte). Des comités élus représentent les agriculteurs locaux. Les agriculteurs déterminent leurs propres problèmes et l'organisation se concentre sur les questions qui ont été soulevées.

Gorta a été créée par le Département de l'Agriculture en 1965 en tant qu'organisme permanent issu de la Campagne irlandaise de lutte contre la faim parrainée par la FAO. Première organisation irlandaise non confessionnelle, Gorta fut spécialement mise en place pour canaliser les fonds charitables irlandais destinés aux pays en développement. Elle possède des comités de collecte de fonds dans chaque comté et est le sponsor irlandais de la Journée mondiale de l'alimentation sponsorisée annuellement par la FAO.

Gorta fournit uniquement une assistance à long terme par le biais de petits projets. Contrairement à la plupart des ONG irlandaises, elle ne participe pas aux secours et à l'aide d'urgence. Elle se concentre sur l'agriculture et sur les projets liés à l'alimentation, en appliquant une philosophie de prévention des famines et des pénuries alimentaires grâce à des projets à petite échelle visant l'auto-suffisance et l'indépendance. Elle travaille principalement avec des groupes de missionnaires et finance du matériel, des équipements, des infrastructures (pépinières, centres de formation, ponts, etc) et des programmes d'éducation. À l'heure actuelle, il n'y a qu'un seul expatrié travaillant pour Gorta dans le monde en développement ; l'organisation emploie si nécessaire du personnel national qualifié, mais elle compte surtout sur le personnel gouvernemental en place lorsque c'est possible.

3.4.1 Programme de cofinancement des ONG

Ce programme permet au gouvernement irlandais de cofinancer les projets des ONG. Actuellement, la plupart des fonds alloués dans le cadre du programme soutiennent des projets de développement uniques, à petite échelle, auquel le BAP ne participerait normalement pas. Le cofinancement est généralement limité à 75 % du coût du projet, à concurrence de 100.000 £IR, mais la plupart des subventions sont bien inférieures à ce plafond. Traditionnellement, le programme concerne surtout le secteur social, mais il inclut le développement rural et la foresterie communautaire. Il privilégie les projets axés sur les "besoins fondamentaux", s'accompagnant d'une durabilité à long terme (par opposition aux secours d'urgence, par exemple). Le programme est surtout destiné aux projets proposés par des ONG irlandaises ou apparentées, mais il peut également accéder aux demandes de pays en développement et d'autres ONG si ceux-ci "présentent un intérêt exceptionnel" (DFA, 1995).

Le programme est administré par un Comité de cofinancement des ONG, présidé par le Conseiller à l'aide bilatérale I du DFA, et dont les membres viennent d'Irish Aid, d'APSO et d'IAAC. Les ONG ne sont pas représentées mais le dialogue s'effectue par le biais d'un Forum national sur l'aide au développement et par d'autres moyens. Le Comité se réunit chaque trimestre. Les ONG souhaitant faire une demande de financement doivent généralement donner deux mois de préavis.

Enveloppes gouvernementales. Depuis 1994, des enveloppes gouvernementales sont octroyées à "un nombre

restreint d'ONG ayant fait les preuves de la valeur de leurs projets de développement et de leur participation au Programme d'aide officiel" (DFA, 1995). À l'heure actuelle, quatre ONG reçoivent des enveloppes du DFA : CONCERN, Trocaire, Goal et Christian Aid. Les deux premières organisations mettent en œuvre des projets de foresterie dans le cadre de ce système. Certains observateurs considèrent que l'attribution d'enveloppes constitue un excellent changement, signalant une action en faveur du financement de programmes au détriment de l'approche axée sur les projets.

En 1996, le DFA effectua une évaluation du Programme de cofinancement des ONG. À l'avenir, il est probable qu'un financement multi-annuel sera disponible dans le cadre de ce programme.

3.5 Le secteur commercial privé

Il existe un petit nombre de sociétés commerciales, du secteur public à but lucratif, comme Coillte, ou du secteur privé, comme c'est le cas d'EDC.

Coillte Teoranta, le Conseil irlandais de la foresterie, fut reconstitué en société à responsabilité limitée par le Forestry Act de 1988 et entra en activité en 1989, les associés étant le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la foresterie (tous deux agissant *ex-officio*). L'objectif à long terme de Coillte est de veiller au développement d'une industrie de traitement du bois irlandaise qui soit compétitive au niveau international.

La participation de Coillte à la foresterie tropicale ne s'est développée que récemment, principalement en répondant aux appels d'offre de consultants émanant de la Banque mondiale. De par son association avec l'ancienne société International Development Ireland Ltd (IDI), Coillte a participé à des projets au Kenya, à Fiji et en Tanzanie. La société fournit une expertise en détachant du personnel avec Irish Aid au gouvernement d'Afrique du Sud et à certains États d'Europe de l'Est, et elle a également fourni une assistance technique en Tanzanie. Au Kenya, elle apporte son expertise dans les domaines de la sylviculture, de la gestion, de l'ingénierie, du procurement et des moissons à l'Institutionnal Strengthening Plantation Management Project, projet de 80 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Environmental Development Consultants Ltd (EDC) est une société conseil internationale basée en Irlande, qui propose des services de gestion de projets et de formation dans les secteurs de l'environnement et du développement. Elle compte parmi ses clients la Commission européenne, la Banque mondiale et Irish Aid.

4. STRATÉGIE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

4.1 Stratégie d'aide officielle

Le défi du programme officiel d'aide irlandais a consisté à bien employer des sommes qui, en termes absolues sont modestes, dans une arène internationale dominée par des États et organismes beaucoup plus grands, possédant des ressources et une influence beaucoup plus conséquentes.

Le principal outil de fourniture de l'aide est désormais le programme bilatéral. Depuis quelques années, on

assiste à un changement de politique : l'aide qui était jusqu'alors constituée de programmes intensifs, de haute technicité, relativement sophistiqués, fortement tributaires de l'assistance technique irlandaise et principalement exécutés par des sociétés de conseil (les programmes de laiterie ou de voirie, par exemple) s'articule maintenant sur une approche moins intensive, concentrée sur le secteur social et sur les moyens d'existence et intégrée aux systèmes de gestion locaux dans le pays partenaire. Les secours constituent un point focal en Irlande, dont on peut attribuer l'importance à la longue tradition du pays en matière de missions et d'initiatives sociales, à son petit statut indépendant et à son influence dans les urgences internationales et activités de maintien de la paix. Les secours sont de plus en plus considérés comme une stratégie et un engagement à long terme, allant des secours à la réhabilitation et donc au développement durable.

Les ONG irlandaises forment une importante composante nationale et reçoivent actuellement 11,5 millions de £IR du programme d'aide officielle (soit plus de 10 % du volume total de l'aide). L'Irlande finance également des initiatives de développement directement par le biais du programme bilatéral, sur une base de gouvernement à gouvernement, initiatives qui sont gérées par les ambassades à l'étranger.

Le programme officiel possède nombre des caractéristiques d'une ONG : relativement peu encombré par les contraintes commerciales nationales ; engagements relativement modestes de fonds au niveau des projets ; centres d'intérêt relativement larges (ce qui est peu courant pour un bailleur de fonds bilatéral) ; et degré élevé de flexibilité en matière de gestion. Paradoxalement, cette flexibilité est considérée comme une raison majeure pour la poursuite du programme officiel d'aide bilatérale, au lieu de le faire transiter par les ONG (ce qui serait faisable, compte tenu de la faiblesse du volume). Alors que les ONG sont de plus en plus gênées par les conditions imposées sur leurs opérations au niveau international, on peut considérer que cela laisse la place à un petit programme gouvernemental capable de fonctionner de manière souple et réactive.

Etant donné les sommes relativement modestes dont peuvent bénéficier les pays en développement partenaires de l'Irlande (le programme le plus important, celui de l'Éthiopie, reçoit moins de 7 millions de £IR par an d'Irish Aid), l'accent est fortement mis sur une approche fondée sur des zones déterminées. Exception faite du Lesotho, cette approche semble constituer le meilleur usage possible de faibles volumes d'aide dans le contexte d'une philosophie participative.² Le programme éthiopien comporte deux projets fondés sur une zone donnée, tous deux presque entièrement intégrés aux structures nationales, sans assistance technique d'expatriés. Le programme est épaulé par deux Responsables de programme irlandais de l'Ambassade et quelques spécialistes techniques (tous éthiopiens).

2. Le programme du Lesotho couvre toute une gamme d'activités, souvent relativement étroites et concentrées, dans plusieurs secteurs, y compris approvisionnement rural en eau, construction de ponts, voirie, enseignement technique, protection sanitaire et contrôle des maladies. En 1994, la construction du Centre national de l'environnement de Masianokeng se termina. Ce centre sert de base aux activités de sensibilisation à l'environnement.

La foresterie n'est pas – *qua* foresterie – une préoccupation majeure du programme d'aide officielle irlandaise et elle ne bénéficie pas de fonds sectoriels spéciaux. Il est apparu difficile de donner priorité à la foresterie dans de petits programmes de zone aux moyens limités, et le manque de personnel technique restreint également le potentiel de développement de la foresterie.³

Toutefois, la foresterie fait partie du programme et représente une sous-composante importante, même si elle ne s'accompagne pas de cibles financières ou d'engagements sectoriels fermes. La foresterie représente environ un tiers de toutes les dépenses d'un petit programme au Soudan (voir la section 8.2). En Éthiopie, les problèmes de protection de la nature (y compris la foresterie et le reboisement) sont des composantes importantes du programme de Tigray, et un peu moins dans la seconde zone de projet, Sidama. La foresterie est aussi une composante modeste mais en croissance du programme tanzanien, au niveau du travail dans la foresterie sociale (voir la section 8.1).

En termes d'aide multilatérale, les dépenses de foresterie sont représentées par les financements des centres du GCRAI (environ 500.000 £IR en tout, dont 100.000 £IR attribuées au CIRAF). Des doutes ont été exprimés dans certains milieux quant à l'efficacité de contributions aussi modestes aux organismes internationaux de recherche, compte tenu des autres impératifs d'Irish Aid.

Le rapport de 1996 de l'IAAC intitulé "*Irish Aid involvement in Sustainable Agriculture, Rural Development and Food Security*" était particulièrement intéressant pour le secteur de la foresterie tropicale. Il plaçait la foresterie tropicale et l'agroforesterie dans le contexte de l'agriculture durable et affirmait que "le développement de la foresterie devait se baser sur une approche axée sur *les moyens d'existence* et non sur une approche commerciale restreinte". En ce qui concerne le développement, le rapport utilisait une série d'études de cas (aucun projet financé par Irish Aid) afin de souligner :

- l'inopportunité de nationaliser les terres forestières sans considérer dûment les questions de participation et de droits à la forêt de la communauté (Inde) ;
- le besoin de soutien approprié au niveau de la recherche et du développement dans les systèmes agroforestiers traditionnels comme les systèmes *chitemenedu* (Zambie) ;
- l'affaiblissement des systèmes et droits fonciers des villages par la création de réserves forestières d'État et le manque d'à-propos des approches de foresterie de plantation par rapport à de nombreux besoins de la communauté en matière de produits de la forêt (Lesotho).

4.2 Stratégies des ONG

La préoccupation traditionnelle des ONG irlandaises en matière de secours d'urgence et l'expertise que possède désormais le pays dans ce domaine ont des implications pour la stratégie forestière. En règle générale, les ONG

3. Indication du nombre restreint de personnes disponibles : le récent recrutement par Coillte de 7 experts forestiers pour le Kenya semble avoir épuisé le nombre d'experts irlandais de la foresterie disponibles, du moins temporairement.

irlandaises sont surtout actives dans les terres arides d’Afrique (Éthiopie, Soudan) et dans d’autres régions aux environnements marginaux et fragiles (Rwanda, une partie de la Tanzanie, Lesotho). Les programmes de développement ont eu tendance à naître des initiatives de secours d’urgence, soit dans le cadre d’une stratégie à court terme visant à répondre aux besoins fondamentaux de populations vulnérables (souvent, dans les premiers stades, sous forme de projets de travail contre des vivres), soit en tant que processus à plus long terme visant à reconstituer les biens des pauvres. Dans plusieurs projets, les activités de foresterie et de reboisement ont été entreprises pour soutenir ces stratégies.

Certains projets de CONCERN illustrent parfaitement la manière selon laquelle le secours aux victimes de la famine constitue le point de départ d’initiatives à long terme. La “dualité” de ces programmes (secours à court terme et développement à plus long terme) a des implications sur leur gestion, l’accent étant mis sur une approche relativement large du développement de zones. Les premiers bénéficiaires sont “les plus pauvres des pauvres” (que les organismes ont désormais tendance à considérer comme “des pauvres absolus”).

Depuis quelques années, Trocaire s’intéresse de plus en plus aux questions de droits et de régimes fonciers dans son travail de développement. Ses *Guiding Principles for Overseas Programmes* de 1996 précisent :

L’importance des forêts et des arbres en matière de protection de l’environnement et de source d’aliments, de combustible et de précieuses ressources génétiques n’est plus à démontrer. Pourtant, la destruction des forêts, qui résulte surtout de l’exploitation commerciale débridée et des pressions exercées par la population, se poursuit librement dans la majeure partie du monde en développement. Ces sont les populations pauvres et marginales qui souffrent le plus de la disparition de la couverture forestière, en termes de source de bois de feu et de produits alimentaires, et de dommages causés à l’environnement. Le problème est étroitement lié aux droits à la forêt qui sont rarement reconnus par les gouvernements en ce qui concerne ceux qui y vivent. Il s’agit souvent de groupes minoritaires de peuples indigènes qui n’ont pas droit au chapitre dans les structures étatiques existantes. Les initiatives de lutte contre le déboisement soutenues par des ONG associent une sensibilisation aux questions d’environnement et de justice à des méthodes de gestion permettant d’assurer l’exploitation durable des ressources forestières. Le reboisement en zone rurale est abordé sur une base communautaire qui s’efforce de trouver des moyens d’encourager les agriculteurs à planter et à protéger les espèces utiles. (Trocaire, 1996)

La politique de Gorta, qui consiste à se concentrer sur de petits projets à long terme (plutôt que sur les secours et l’aide d’urgence), et le soutien de partenaires bien implantés, en particuliers les missionnaires, débouche sur un profil assez différent de celui des deux ONG mentionnées ci-dessus. Dans le secteur de la foresterie, les investissements ont eu tendance à concerner les projets à thème unique dans des zones limitées : pépinières arboricoles et agricoles (19 projets sur 28), plantations de communauté (2/28 projets), reboisement (3/28) et agroforesterie (4/28). Cet organisme cherche à

“comblé un vide” dans la mesure où de nombreuses organisations internationales ne participent désormais plus aux projets de développement fonctionnant sur un budget modeste. Gorta considère que les petits projets sont plus faciles à gérer, que les frais généraux sont plus faibles et que la fourniture de l’aide est plus efficace.

5. RÉPARTITION RÉGIONALE ET THÉMATIQUE DES PROJETS DE FORESTERIE

La répartition globale des projets de foresterie tropicale financés par des sources officielles et des ONG d’Irlande durant la période 1984–96 est indiquée au tableau 2.

5.1 Programme d’aide officielle, 1994

La répartition régionale et thématique du programme d’aide officielle de 1994 est indiquée au tableau 3.

Les sommes consacrées aux projets de foresterie ne figurent pas dans les statistiques de l’aide officielle, sauf

Tableau 2 Projets de foresterie tropicale, 1984–96

Région	Irish Aid	ONG	Coillte	Total
Afrique	9 ^a	28	1	38
Amérique latine	—	10	—	10
Asie	—	3	—	3
Total :	9	41	1	51

^a) 6 projets démarrés depuis 1994.

Tableau 3 : Programme d’aide au développement officielle, 1994 – résumé des dépenses

Aide officielle	Dépenses (£IR)
A. Programmes géographiques	
Lesotho	3.185.093
Tanzanie	3.054.973
Zambie	3.144.177
Soudan	494.414
Ouganda	681.561
Éthiopie	1.310.926
Autres pays	3.424.820
Sous-total A	15.295.939
B. Démocratisation	486.820
Cofinancement avec des organismes multilatéraux	1.155.360
Cofinancement avec des ONG	3.968.043
Education en matière de développement	675.367
Formation/bourses	622.367
Subventions aux organisations & cours	691.917
Soutien du programme	1.057.196
Sous-total B	8.656.931
Total^a :	23.952.870

(Source : Irish Aid, 1994)

^a) Les dépenses réelles sont légèrement inférieures à l’engagement total de 24,705 millions de £IR figurant au tableau 1.

lorsque le titre du projet fournit une indication à ce sujet. Ainsi, le projet de “Foresterie communautaire” du Soudan représentait 182.157 £IR sur le total du Soudan (37 %); le “Projet d’agroforesterie de Gairo” et celui de “Conservation de Tanga” représentaient respectivement 114.040 £IR et 289.984 £IR (4 % et 9,5 %) du total pour la Tanzanie; et la Reconstruction de Tigray, 254.143 £IR (19 %) du total pour l’Éthiopie. Il est cependant probable que des dépenses de foresterie importantes ont été faites dans le cadre d’autres projets, bien que leur titre ne permette pas de déceler la présence de ces dépenses.

5.2 Répartition des projets des ONG

Parmi les ONG, c’est CONCERN qui apporte le plus fort soutien à la foresterie tropicale. Depuis 1984, 13 projets de foresterie ont été mis en œuvre en Afrique et en Asie, avec cofinancement du DFA, de l’UE, du DFID (ex-ODA) britannique, de Comic Relief et de sources internes. Les projets sont généralement opérationnels, de taille relativement importante et (pour des projets d’ONG) de durée relativement longue. Ce sont les projets exécutés en Afrique qui sont les plus anciens. À l’exception des projets tanzaniens, la présence en Afrique s’explique très tôt par un passé de pénuries alimentaires, de famines et parfois même de conflits régionaux. Cinq projets sont actuellement en cours dans le domaine de la foresterie, d’une valeur totale de 2.887.725 £IR. (dépense moyenne par projet = 481.286 £IR). Les objectifs visés par ces projets sont les suivants :

- augmenter la disponibilité et l’accessibilité du bois de feu et des produits ligneux pour les familles cibles, et favoriser les méthodes durables d’utilisation des terres (2 projets en Tanzanie, commencés en 1983 et 1985).
- augmenter la disponibilité du bois de feu et du bois, protéger la terre de l’érosion des sols et augmenter la production de cultures de manière durable et écophile (Éthiopie, commencé en 1984)
- améliorer la qualité de vie de la communauté de diverses manières, y compris en favorisant le reboisement et la conservation des sols et de l’eau (Éthiopie, commencé en 1984)
- améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des foyers et améliorer la gestion et le contrôle au niveau du village des ressources forestières indigènes (2 projets – Cambodge, commencés en 1991 et 1992).

La préférence de Gorta pour les initiatives beaucoup plus modestes se remarque dans la petite dimension de ses projets de foresterie (en moyenne, 7.161 £IR) Au total, 200.575 £IR ont été consacrées à 28 projets de foresterie durant la période 1988–96, en Afrique (Ghana, Kenya, Nigéria, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe), en Amérique du Sud (Brésil, Chili, Honduras, Paraguay), et en Inde. De plus, un total de 202.871 £IR a été consacré durant la même période à des projets au Paraguay qui, bien que n’étant pas officiellement désignés comme projets de “foresterie”, concernaient la réimplantation de cultivateurs dans les zones forestières et avaient donc des implications pour le secteur (5 projets de 40.574 £IR en moyenne).

5.3 Cofinancement officiel d’ONG

Le cofinancement d’ONG dans le cadre du Programme

d’aide bilatérale concerne 279 projets d’une valeur totale de 3.978.043 £IR (1994). La valeur moyenne par projet est de 14.258£IR. Les voies majeures de cofinancement sont les organisations de missionnaires (139 projets sur 279 – 50 %) et les cinq principales ONG irlandaises – CONCERN, Goal, Gorta, SHDI et Trocaire (58 projets sur 279 -21 %). Les projets restants sont exécutés par d’autres ONG et œuvres caritatives. Si l’on se base sur leur titre, il semble que très peu de ces projets concernent la foresterie. Seuls 20 projets (7 %) ont des titres suggérant une éventuelle composante de foresterie (“développement rural intégré”, “apiculture”, etc), pour une valeur totale de 454.594 £IR. Deux projets seulement mentionnent précisément la foresterie ou des thèmes de protection de la nature. Il s’agit du Projet de reboisement d’El Viejo mis en œuvre par Trocaire au Nicaragua, pour lequel un cofinancement de 10.000 £IR fut fourni, et du Projet de développement rural sur une base de protection de la nature organisé à Shoa en Éthiopie par SHDI (75.000 £IR).

6. RECHERCHE ET FORMATION FORESTIÈRES

6.1 Recherche forestière

COFORD, le Conseil national pour la recherche et le développement forestiers fut créé par le gouvernement en 1993. COFORD coordonne toute la recherche forestière effectuée en Irlande. Il vise à stimuler la pertinence et la rentabilité de la recherche afin d’assurer la viabilité industrielle à long terme et d’optimiser les développements socio-culturels associés à la foresterie. Avec le concours financier de l’UE, il crée des réseaux internationaux et assure le suivi pour veiller à l’efficacité des transferts de technologie. COFORD sert également de “point de contact”, de forum informel et de facilitateur pour les organisations gouvernementales et non gouvernementales en ce qui concerne les foresteries, tempérées et tropicales.

En 1993, COFORD est entré à l’IUFRO, l’Union internationale des instituts de recherches forestières. Il fut nommé pour représenter l’Irlande à l’ETFRN (Réseau européen de recherches forestières tropicale) la même année et dans cette capacité, il soutient les objectifs du Réseau de promotion d’une gestion avisée et durable et de protection des forêts et terres boisées tropicales.

6.2 Enseignement supérieur et formation dans la foresterie

En Irlande, la seule expertise forestière au niveau universitaire est fournie par la Section foresterie du Département des Sciences des cultures, de l’Horticulture et de la Foresterie du Collège universitaire de Dublin. La foresterie tropicale est une composante très mineure du cours de licence universitaire de 4 ans, mais elle est présente au niveau du troisième cycle (MSc et PhD). Des liens informels entre l’UCD, le Département des Affaires étrangères et le CIRAF de Nairobi ont permis d’entreprendre un certain nombre de projets de recherche de troisième cycle en Afrique de l’Est, avec le soutien du DFA et du CIRAF.

7. LA GESTION DU CYCLE DE PROJET

Il y a peu de temps encore, il n'y avait pas d'exigence formelle en matière d'évaluation *ex-post* des projets d'Irish Aid, dont la plupart étaient des initiatives à long terme "sans délais fixes d'achèvement" (OCDE, 1995 : 27). Les projets étaient, et continuent à être, passés en revue sur un cycle triennal par l'Unité d'évaluation et d'audit ("E & A") de la DCD (anciennement Unité de planification et d'évaluation). Tous les bilans de projet sont soumis au Groupe d'évaluation des projets (PAEG). Il s'agit d'un sous-comité de l'IDC qui comprend des représentants des départements de l'Agriculture, des Finances, de la Santé, de l'Éducation et des Affaires étrangères. Il se réunit régulièrement et joue le rôle de comité de gestion du programme d'aide bilatérale. Il est également responsable de l'évaluation des propositions de projet majeures. L'accord financier se fait par l'intermédiaire du Département des Finances. Le secteur forestier n'est pas officiellement représenté dans ce comité.

À part les procédures d'E&A et PAEG, il n'existe pas de méthodologie d'évaluation officielle, bien qu'on fasse éventuellement appel à des consultants. La taille modeste de bien des projets de l'aide irlandaise et leur intérêt pour les domaines à faible spécificité comme le développement des ressources humaines et la constitution de capacité sont reconnus comme étant particulièrement difficiles à évaluer (OCDE, 1995 : 28).

Une première tentative de bilan complet d'un pays fut entreprise en 1994, avec le bilan conjoint irlandais/Basotho du programme du Lesotho, qui s'accompagnait de quatre évaluations de projet approfondies. Bien que très bref (deux semaines au total), ce bilan fut considéré comme une étude utile et comme modèle éventuel pour d'autres planifications de programme et exercices d'évaluation (OCDE, 1995 : 27).

8. ÉTUDES DE PROJETS

Cette section étudie deux des programmes de pays les plus anciens d'Irish Aid, en Tanzanie et au Soudan. Les études témoignent du caractère particulier des programmes irlandais d'aide officielle au développement, à savoir le financement souple et à long terme de programmes de développement rural intégré à base large concentrant les ressources sur des unités administratives locales bien délimitées et de plus en plus gérées par le personnel du pays.

8.1 Le programme d'Irish Aid en Tanzanie

Irish Aid travaille en Tanzanie depuis 1979. Au départ, l'organisme fournissait une assistance technique et un fonds de capital à l'agriculture commerciale (surtout élevage laitier) du district de Kilosa. Plus récemment, le programme dans ce district s'est transformé en assistance locale intégrée ("Programme de développement rural du District de Kilosa", KDRDP), avec cinq composantes principales : éducation, infrastructure de transport rural, santé, développement économique rurale et environnement. L'investissement total dans le District de Kilosa représente maintenant environ 2 millions de £IR par an, dont 6,4 % couvrent les dépenses dans le domaine de la foresterie et de l'agroforesterie (1994).

Le soutien à la foresterie tropicale s'est développé de plusieurs façons : de 1982 à 1985, toute une variété de micro-projets furent financés dans l'agriculture, la foresterie et les domaines associés, suite à la demande de groupes intéressés et de services gouvernementaux. Ces projets étaient largement disséminés dans tout le District et comprenaient notamment une pépinière de cocotiers, un centre de reproduction de taureaux (ayant pour but de réduire les pressions sur l'environnement en améliorant la qualité et non la quantité du bétail dans la région), de la viticulture, la construction de magasins à grain et de la pisciculture.

Après la remise en place des conseils de district en tant qu'institutions gouvernementales locales en 1985, Irish Aid fit du Conseil du District de Kilosa son principal partenaire, en vue d'améliorer la capacité à satisfaire les besoins fondamentaux et le développement durable. Un Accord de coopération technique fut signé avec le gouvernement tanzanien la même année. Aujourd'hui, le programme est un des plus importants programmes de pays d'Irish Aid en termes de volume, avec des dépenses de 3,1 millions de £IR par an (1994) en hausse, dont la plupart sont consacrées au travail réalisé dans le District de Kilosa. En 1985, un conseiller agricole fut nommé pour travailler aux côtés des Responsables des ressources naturelles, du bétail et des récoltes du District. Le capital et les frais périodiques des trois départements furent couverts, de façon à leur permettre de mettre en œuvre un "panier" de projets, incluant la foresterie et l'agroforesterie.

8.1.1 Projet d'agroforesterie et d'utilisation des terres de Gairo (GALUP)

GALUP est situé au nord-ouest du District de Kilosa. À l'origine, le projet cherchait à résoudre le problème de la chute des rendements agricoles et des liens entre la faiblesse de la production alimentaire et la dégradation de l'environnement. Dans la proposition, l'accent était mis sur le besoin de favoriser des formes durables d'utilisation des terres, et de fournir une formation en agroforesterie et en conservation des sols et de l'eau au personnel agricole et forestier. Un certain nombre d'activités furent organisées dans le cadre d'une pépinière centrale et d'un centre de formation. La nouvelle formation du personnel de vulgarisation du village mettait l'accent sur l'association entre la protection des sols et la plantation d'arbres, et l'agronomie et l'élevage.

Avec le temps, le rôle de la pépinière centrale s'est modifié et les agriculteurs ont commencé à produire leurs propres plants d'arbres. De nouvelles composantes furent ajoutées, y compris l'aménagement du territoire (en privilégiant la protection de l'environnement), l'apiculture, la pâture zéro de variétés de bétail améliorées et l'utilisation de bœufs. Les agents de vulgarisation des villages ont bénéficié d'une formation d'animateurs, leur permettant de stimuler la demande en matière de pépinières et d'entreprises d'apiculture. Les techniques d'évaluation rurales participatives ont servi d'outil de diagnostic afin d'étudier l'adoption éventuelle des diverses technologies possibles. En 1996, Irish Aid a commencé à soutenir l'aménagement du territoire au niveau du village dans trois des villages du projet.

GALUP possède un comité directeur à l'échelle des villages, qui comprend des conseillers du District. Le

projet est dirigé par un Directeur de projet (un forestier tanzanien). De 1990 à 1995, il y avait deux conseillers expatriés (dont un détaché par Coillte), mais suite au bilan de 1995, il fut décidé de confier l'ensemble du projet à la population locale et il n'y a donc plus de conseiller irlandais.

Un exercice de planification environnementale fut entrepris en 1995 et un plan de projet environnemental d'un an dressé. Dans le cadre de ce plan, GALUP s'engageait à poursuivre ses activités existantes et à y ajouter des "gazettements" forestiers et des composantes environnementales en dehors de la Division de Gairo.

8.1.2 Plan d'action environnementale de Kilosa

Le district de Kilosa souffre de graves problèmes environnementaux dans toutes les Divisions. Le principal type de végétation, les terres boisées de miombo, est surexploité depuis de longues années, à cause de l'expansion agricole et de la production de charbon de bois ou de bois de feu. Les feux d'arrière saison sont courants, certains s'étendant jusqu'au Parc national de Mikumi voisin (où l'empiètement agricole et le braconnage constituent des menaces supplémentaires). En 1995, un atelier de planification environnementale fut organisé à Kilosa, première étape vers l'élaboration d'un Plan d'action environnementale pour le district. Les objectifs de planification furent déterminés pour l'année à venir et un nouvel exercice de planification fut prévu pour fin 1996.

8.1.3 Programme de conservation de la zone côtière de Tanga

Cette entreprise conjointe d'Irish Aid et de l'UICN fut lancée en 1994. Le projet concerne l'exploitation durable des sources naturelles dans une perspective de moyens d'existence locaux. Il s'intéresse tout particulièrement à la gestion communautaire des ressources marines, en privilégiant la réhabilitation et la conservation des mangroves et des récifs de corail.

Le Programme tanzanien comprend également le *Programme de formation à la vulgarisation agricole de Sokoine*. Il fonctionne depuis 10 ans en tant que lien institutionnel entre le Département des Agro-industries, de la Vulgarisation et du Développement rural du Collège universitaire de Dublin et le Centre de formation continue de l'Université de Sokoine, Morogoro. Ce projet a noué des liens avec GALUP au niveau de la promotion des méthodes de vulgarisation agroforestière pour les agents de vulgarisation basés dans le village.

À la suite du succès rencontré par le KDRDP, un second district de la région de Morogoro, Ulanga, fut considéré comme susceptible d'être aidé par Irish Aid et un programme similaire commença en 1996.

8.2 Programme d'Irish Aid au Soudan

Lancé en 1986, il s'agit du plus ancien programme de foresterie d'Irish Aid. Les principaux investissements forestiers ont été l'assistance technique et le soutien financier de la Corporation nationale des Forêts (FNC) de la province de Gezira dans l'État central. L'aide s'est concentrée sur la province de Butana, une zone à faible pluviosité annuelle (en moyenne 250mm, avec un chiffre record de seulement 10mm en 1993). La population de la province est estimée à 385.000 personnes. L'agricul-

ture de subsistance domine, bien que les hommes soient souvent employés comme travailleurs saisonniers par le programme d'irrigation de Gezira.

Durant la première phase, de 1986 à 1991, l'accent fut mis sur un programme de foresterie communautaire à trois niveaux d'activité: plantations individuelles et d'exploitation agricole, plantations d'école et plantations de villages et d'enclos.

L'approche utilisée était basée sur la conservation, avec promotion de plantations d'arbres pour le bois de feu et les piquets, de ceintures de protection, d'arbres d'ombrage et de stabilisation des dunes. La production de jeunes plants se faisait dans deux pépinières centrales approvisionnant 40 villages de la zone concernée. Cette phase faisait intervenir à la fois des plantations irriguées et non irriguées, privilégiant les espèces exotiques comme *Eucalyptus microtheca*, *Casuarina equisetifolia*, *Prosopis chilensis* and *Azadirachta indica*. Il y eut également plantation d'espèces locales d'*Acacia* et de quelques arbres fruitiers.

Durant la phase suivante, 1991-3, le soutien à la foresterie communautaire se poursuivit et un travail expérimental fut entrepris sur les réserves forestières d'*Acacia-Balanites* le long des cours d'eau. Un projet de conservation du combustible et d'amélioration des méthodes de cuisson fut introduit et le travail initial sur la protection de la forêt non irriguée commença. Dans les premiers temps, les parcelles qui venaient d'être boisées étaient protégées par une palissade mais une fois les espèces bien établies, la palissade était transférée sur un autre site. La demande locale en matière d'espèces indigènes se révéla très forte, surtout en raison de leur rapidité d'établissement et de leurs bonnes performances malgré la faible pluviosité (avec les espèces indigènes, la palissade pouvait être ôtée au bout d'une saison tandis que les espèces exotiques avaient besoin de deux ans ou plus pour s'établir). En général, à Butana, la demande de plants indigènes était supérieure à l'offre procurée par le projet. Dans la zone palissée, on constatait également une régénération naturelle des herbes et de la végétation ligneuse, surtout *Acacia spp.* parmi les espèces plantées. La stratégie du projet fut donc adaptée afin d'inclure les semences directes d'espèces indigènes comme *A.nilotica* et *A.senegal*. Le projet contribua également à la récolte et au stockage de semences, ce qui servit aux utilisateurs dans la zone du projet et hors zone.

Le projet favorisa l'usage du charbon de bois et forma des femmes à la fabrication de fourneaux à bois à rendement amélioré. Un artisan local fut chargé de fabriquer des fourneaux à charbon de bois à base de terre réfractaire et gainés de métal. Là encore, la demande fut supérieure à l'offre.

La réhabilitation et la conservation des forêts naturelles dans les terres non irriguées et partiellement irriguées faisaient partie des activités prioritaires de la FNC depuis quelques années. Le projet soutint ses travaux (tâche particulièrement difficile dans les zones non irriguées à cause du caractère imprévisible des chutes de pluie et de l'érosion due au vent). Le projet travailla directement avec la FNC, plantant jusqu'à 20.000 plants par an.

Dans le cadre du Programme d'aide bilatérale, les dépenses représentaient 494.414 £IR en 1994, y compris le programme de foresterie et d'autres initiatives dans le domaine de la médecine de base, de l'approvisionnement

en eau et de microprojets. Bien qu'ayant bien diminué d'importance depuis (comme d'autres bailleurs de fonds, l'Irlande a réduit sa présence au Soudan), le programme conserve une présence modeste dans le pays à des fins humanitaires et dirige ses efforts vers les sections les plus pauvres de la population.

9. CONCLUSION

Le programme irlandais d'aide constitue un exemple de la manière dont un petit État européen aux ressources limitées peut user de son influence au bénéfice du monde en développement. L'aide irlandaise ne s'est jamais concentrée sur la foresterie tropicale, mais, compte tenu de ses principales préoccupations – projets de zone intégrés, situés principalement dans des environnements marginaux – la gestion des forêts des terres arides indigènes joue un rôle important dans le développement programme. La "dualité" des programmes des principales ONG irlandaises (secours et développement rural) reflète la forte tradition humanitaire de la société irlandaise et elle a permis au pays d'améliorer ses connaissances et compétences en matière de foresterie des terres tropicales arides.

Depuis quelques années, les forestiers irlandais connaissent des succès notables sur le territoire national et les changements institutionnels ont joué un rôle important dans la remarquable croissance de l'industrie forestière irlandaise. À ce jour, ceci a eu peu d'impact sur le monde en développement, à part un rôle consultatif limité dans la gestion des plantations et le développement forestier. Il reste à voir si les modèles institutionnels qui ont été appliqués avec succès sur le territoire national se révèlent utiles dans les contextes socio-économiques très différents des partenaires de l'Irlande du monde en développement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- COFORD (1994) *Pathway to Progress: A Programme of Forest Research and Development*, Dublin.
- DFA (1995) *Guidelines: NGO Co-financing Scheme*, Département des Affaires étrangères, Dublin.
- FOP (1994) *Forestry Operations Programme, 1989–93*, Stationery Office, Dublin.
- IAAC (1996) *Irish Aid involvement in Sustainable Agriculture, Rural Development and Food Security*, Dublin.
- Irish Aid (1994) *Ireland's Official Development Assistance*, Département des Affaires étrangères, Dublin.
- Kee, R. (1981) *Ireland: a history*, Weidenfeld & Nicolson, Londres.
- McCracken, E. (1977) *The Irish Woods since Tudor Times*, David and Charles, Newton Abbot.
- Neeson, O. (1991) *History of Irish Forestry*, Lilliput Press, Dublin.
- O'Brien, G. (1977) *The Economic History of Ireland in the Eighteenth Century*, Porcupine Press, Philadelphie (réimpression de l'édition de 1918).
- O'Carroll, N. (1987) *The Forests of Ireland: history, distribution and silviculture*, Turoe Press, Dublin for the Society of Irish Foresters.
- OCDE (1995) *Ireland*, Development Co-operation Review Series, DAC-OECD, Paris.
- Purcell, T.J. (1979) *Inventory of Private Woodlands 1973*, Département des Pêches et de la Foresterie, Forest and Wildlife Service, Dublin.
- Rackham, O. (1986) *The History of the Countryside*, Dent, Londres.
- Trocaire (1993) *Strategic Plan for 1993*, Trocaire, Dublin.
- Trocaire (1996) *Guiding Principles for Overseas Programmes*, Trocaire, Dublin.

CONTACTS CLÉS

Irish Aid/ DFA
Département des Affaires étrangères
76–78 Harcourt Street,
Dublin 2.
Tél.: +353 1 478 08 22
Fax: +353 1 478 09 52

COFORD
National Council for Forest Research and Development,
Agriculture Building,
University College Dublin,
Belfield,
Dublin 4.
Tél.: +353 1 706 77 00
Fax: +353 1 706 11 80

SIGLES ET ACRONYMES

APSO	Agence pour le service personnel à l'étranger
BAP	Programme d'aide bilatérale
CGIAR	Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale
COFORD	Conseil national pour la recherche et le développement forestiers
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CE	Commission européenne
CIRAF	Conseil international pour la recherche en agroforesterie
CSD	Commission du développement durable (ONU)
DCD	Division de la coopération au développement (du DFA)
DCO	Bureau de coopération au développement
DEVCO	Division de coopération au développement des organismes d'État
DFA	Département des Affaires étrangères
DFID	Department for International Development
DOCHAS	Fédération des ONG irlandaises (anciennement CONGOOD)
E & A	Unité d'évaluation de la DCD
EDC	Environmental Development Consultants Ltd
ETFRN	Réseau européen de recherches forestières tropicales
FED	Fonds européen de développement
EVD	Volontaires européens pour le développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNC	Corporation nationale des forêts
FOP	Programme des opérations de foresterie
GALUP	Projet d'agroforesterie et d'utilisation des terres de Gairo, Tanzanie
HEDCO	Autorité de développement de l'enseignement supérieur
IAAC	Comité consultatif d'Irish Aid
IDC	Comité inter-départemental
IDI	International Development Ireland Ltd
IFCD	Fondation irlandaise pour le développement coopératif
£IR	Livre irlandaise
IUFRO	Union internationale des instituts de recherches forestières
KDRDP	Programme de développement rural du district de Kilosa
ODA	Overseas Development Administration
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAEG	Groupe d'évaluation des projets de la DCD
SHDI	Self-Help Development International (ONG)
UCD	Collège universitaire de Dublin
UE	Union européenne
UICN	Alliance mondiale pour la nature
UNV	Programme des volontaires des Nations unies

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les personnes qui leur ont accordé des entretiens pour la rédaction de ce chapitre, dont : Áine NíDubháin (UCD); Fergal Mulloy et Eugene Hendrick (COFORD); Martin Greene, Séan Hoy et Andréa Kearney (Département des Affaires étrangères); Henry Philips (COILTTE); Laurence Roche (anciennement de l'Université du Pays de Galles à Bangor); Richard Flockhart (GORTA); Jo Thomas (CONCERN-Worldwide).

Note concernant les monnaies : le 1^{er} septembre 1997, 1 dollar US valait 1,49 livre irlandaise.